

22/08/2012



Communiqué de presse CS/10747

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
6824^e séance – matin

CONSEIL DE SÉCURITÉ: LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES FAIT ÉTAT D'ÉCHANGES ENTRE ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS MAIS SANS PROGRÈS VERS UN DIALOGUE SUBSTANTIEL

Dans ce qui a été sa toute première apparition devant le Conseil de sécurité en tant que Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman a prévenu que si des échanges directs mais discrets ont continué entre Israéliens et Palestiniens pour convenir des termes d'un environnement favorable au dialogue, aucun progrès n'a été fait sur la voie d'une négociation durable qui pourrait présager d'un succès.

Se livrant à l'exercice mensuel de la réunion d'information du Conseil sur le Moyen-Orient, le nouveau Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a appelé la communauté internationale à faire en sorte que le premier anniversaire de la demande d'adhésion à l'ONU de l'Autorité palestinienne soit utilisé de manière constructive pour encourager les progrès vers un dialogue substantiel.

Le Secrétaire général adjoint, qui a parlé brièvement de la situation en Syrie et de ses implications au Liban, a dit qu'il est clair que la solution à deux États reste l'option la plus réaliste pour les Israéliens et les Palestiniens. La responsabilité en incombe aux parties elles-mêmes mais aussi à tous les États Membres de l'ONU qui doivent se poser une simple question: nos actes concourent-ils à rapprocher les Israéliens et les Palestiniens de la solution à deux États? Dans sa réponse, le Secrétaire général adjoint a qualifié d'« inacceptables » les appels à la destruction d'une des deux parties qui éloignent les Palestiniens de leur objectif déclaré d'un État indépendant vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité, avec Israël.

M. Jeffrey Feltman des États-Unis remplace son compatriote, M. B. Lynn Pascoe, à la tête du Département des affaires politiques de l'ONU.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Exposé

Alors que nous approchons du premier anniversaire de la demande d'adhésion à l'ONU que l'Autorité palestinienne a soumise au Conseil de sécurité, M. JEFFREY FELTMAN, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques des Nations Unies, a estimé que nous devons travailler pour faire en sorte que ce fait soit utilisé de manière constructive et pour encourager les progrès vers un dialogue substantiel. Il a souligné que les Envoyés du Quatuor sont restés en contact avec les parties et qu'ils se sont réunis à Genève le 14 août dernier pour évaluer la situation et identifier les mesures à prendre. Si des échanges directs mais discrets ont continué pour convenir des termes nécessaires à un environnement favorable au dialogue, il faut s'inquiéter, a dit le Secrétaire général adjoint, de ce qu'aucun progrès n'ait été fait sur la voie d'une négociation durable qui pourrait conduire au succès.

Les représentants israéliens et palestiniens se rencontrent pour identifier les moyens de renforcer la capacité de l'Autorité palestinienne à collecter des revenus en combattant le commerce illégal et l'évasion fiscale. Le Secrétaire général adjoint a cité, à cet égard, la signature, le 31 juillet dernier, d'un accord entre le Premier Ministre palestinien et le Ministre israélien des finances, dont la mise en œuvre devrait commencer en janvier 2013. Il a aussi cité, « comme évolution positive », le fait que 6 000 nouveaux permis de travail devraient être accordés à des Palestiniens par Israël, ce qui portera à 30 500 le nombre de ces permis.

Il a rappelé que le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens devrait se réunir le 23 septembre à New York, juste avant le débat général. Il a jugé essentiel que l'on traite de la situation économique et fiscale de l'Autorité palestinienne, due, entre autres, à la baisse de l'aide extérieure et au non-respect par les bailleurs de fonds des engagements pris. Après avoir souligné l'urgence de régler ce problème de déficit, le Secrétaire général adjoint a parlé de la poursuite des colonies de peuplement.

Dans le domaine sécuritaire, il a relevé une diminution des opérations israéliennes en Cisjordanie alors que des incidents attribuables à des colons israéliens ont été signalés dont l'attaque du 16 août dernier que le Premier Ministre israélien a condamnée. Pendant la période à l'examen, aucun déplacement n'a été imputable à des démolitions de maisons, a-t-il aussi reconnu.

M. Feltman s'est dit inquiet en raison de ces politiques de démolitions et d'expulsions mises en œuvre par les autorités israéliennes dans la zone C et à Jérusalem-Est. Il s'est aussi inquiété de l'impact sur l'assistance humanitaire des restrictions israéliennes. Il a aussi rappelé que quatre prisonniers palestiniens en détention dans les prisons israéliennes poursuivent leur grève de la faim.

S'agissant de la grave attaque perpétrée, le 5 août dernier, à un poste frontière du Sinaï, à la frontière avec Israël, qui s'est soldée par la mort de 16 gardes égyptiens, il a estimé que cet acte nous rappelle la nécessité de renforcer notre attention sur le renforcement de la paix et de la stabilité régionales. Les événements du Sinaï et les tirs de roquettes depuis Gaza montrent la fragilité de la situation.

Les factions palestiniennes semblent toujours incapables de se réconcilier; la séquence des élections demeurant le principal point d'achoppement.

Passant à la situation en Syrie, le Secrétaire général adjoint a annoncé la venue à New York, à la fin de cette semaine, du nouveau Représentant spécial conjoint de la Ligue des États arabes et de l'ONU, M. Lakhdar Brahimi. Aujourd'hui quelque 2,5 millions de Syriens ont besoin d'une aide humanitaire. Le Secrétaire général adjoint a indiqué sur les 70 millions de dollars que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), seuls 36% ont été collectés.

S'agissant du Liban, les tensions liées aux problèmes internes et sécuritaires ont été exacerbées par la crise syrienne, a confié le Secrétaire général adjoint. Ce 21 août, de nouveaux heurts ont eu lieu entre les communautés sunnites et alaouites à Tripoli. Pour des raisons de sécurité, tous les leaders politiques n'ont pu assister au « Dialogue national » convoqué le 16 août dernier, pour parler de la détérioration de la situation au Liban. Le « Dialogue » a été reporté au 20 septembre.

* *** *